

JEAN-FRANÇOIS MÉDARD N'EST PLUS

Jean-François Médard nous a quittés brusquement le vendredi 23 septembre, en fin de matinée. Quelques minutes auparavant, Jean-François se disait pourtant en pleine forme et, de retour d'un bref séjour à l'hôpital, était, comme à l'accoutumée, bouillonnant de projets et d'initiatives. Avec toujours cette simplicité, cette gentillesse et cette courtoisie sans faille dont il ne se départait jamais. La mort de Jean-François c'est avant tout un grand vide laissé par une disparition totalement inattendue, le départ d'un ami et collègue qui, en pleine possession de ses moyens, nous avait et continuait de nous apporter tant.

À l'instar du Persan de Montesquieu, Jean-François savait explorer les hypothèses les plus iconoclastes sans avoir l'air d'y toucher, avec modestie et bonhomie, avec un sens de la formule, mais aussi et surtout un mélange de limpidité dans la formulation et de précision conceptuelle. Au détour d'une phrase, la conversation la plus banale devenait avec lui un échange stimulant qui incitait irrésistiblement à la prise de notes. Jean-François témoignait également d'un enthousiasme inépuisable dès lors qu'une piste, une idée de thèse, d'article, ou un projet de collaboration l'avaient séduit. Les générations d'étudiants de l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux qui l'ont connu comme enseignant, ou responsable du DEA « Études africaines », ou encore comme directeur de thèse pourraient en témoigner : son implication était totale ; sa capacité à conjuguer un sens critique toujours en alerte et une honnêteté intellectuelle indéfectible faisait de lui un homme attentif, à l'écoute de tous. La brillante carrière de nombre de ses élèves, tant en France qu'à l'étranger, constitue le plus bel hommage qui puisse lui être rendu.

Sa personnalité, riche et chaleureuse, allait de pair avec un parcours atypique pour son époque. Avec une licence de la faculté de droit et un diplôme de l'IEP de Bordeaux en poche, Jean-François était parti aux États-Unis comme instructeur à l'Institute of Foreign Studies de Monterey (CA). Devenu bilingue, il était parfaitement au fait des dernières orientations de la science politique américaine qu'il allait combiner avec les idées de son professeur Jacques Elull, dont il resta très proche. Après avoir soutenu sa thèse de doctorat d'État en science politique en 1966, Jean-François a entrepris une carrière d'enseignant à l'IEP, une carrière qui aurait été tout à fait classique si elle n'avait été entrecoupée de deux longs séjours en Afrique. Il réorienta alors ses recherches – lesquelles portaient initialement sur le pouvoir local en France – et se consacra à l'étude de l'État au Cameroun (où il fut professeur à l'université de Yaoundé de 1973 à 1977), puis à l'analyse des entrepreneurs politiques du Kenya, où il fut directeur du Centre de recherche, d'échanges

et de documentation universitaire (devenu, en 1992, l'Institut français de recherche en Afrique [IFRA]) de 1981 à 1986. Plus tard, il fit aussi plusieurs séjours de terrain au Botswana. Voyageur infatigable, il fut également professeur invité de nombreuses universités étrangères.

La contribution de Jean-François à la science politique est reconnue internationalement depuis plusieurs années. Son œuvre est bien connue des lecteurs de *Politique africaine*, dont il était membre fondateur et dont il incarnait parfaitement l'esprit par son souci de mettre en exergue l'analyse du politique dans une perspective tout à la fois continentale et comparative. C'est sans nul doute à travers ses travaux sur le clientélisme (publiés aux côtés des grands noms de la science politique américaine), sur les « politiciens entrepreneurs » (son article sur le « Big Man » dans la vie politique kenyane est un classique du genre) et sur l'État patrimonialisé en général que son empreinte sur la science politique africaniste demeure aujourd'hui la plus évidente. Le concept de néopatrimonialisme, décliné de façon variable selon les situations comme Jean-François le soulignait, est devenu incontournable dans les débats sur l'État en Afrique. Autour de cette intuition fondamentale d'un type mixte de domination légitime caractérisant l'État africain, il a décliné des problématiques connexes. Parmi celles-ci figure l'analyse de la corruption en Afrique, complétée par des travaux comparatifs sur la corruption dans la vie politique des États européens et sur ce qu'il dénommait la « néopatrimonialisation » des relations franco-africaines. À l'interlocuteur que cette réorientation partielle pouvait étonner, il aimait à rappeler qu'il n'avait fait que renouer avec des travaux antérieurs menés sur la vie politique locale à Bordeaux.

Selon une formule consacrée, Jean-François a « fait école », mais sans le revendiquer ni le rechercher, à travers un respect d'autrui, une capacité à stimuler quiconque l'approchait, à inciter ses étudiants à produire le meilleur d'eux-mêmes, en les traitant comme de jeunes chercheurs. J'ai toujours pensé que le plus extraordinaire témoignage de cette capacité résidait dans la manière dont il a indirectement inspiré ses enfants, en leur donnant envie, chacun à sa manière, de s'engager avec succès dans des carrières africanistes. Jean-François aimait l'Afrique et savait faire partager cette passion. Mais ce bref hommage ne serait pas complet si nous n'évoquions pas celle sans qui il n'aurait pas été ce qu'il fut, son épouse, Burney, fine observatrice des hommes et des choses, toujours disposée à anticiper sur la gestion d'un quotidien que Jean-François se plaisait à rendre imprévisible.

Daniel Bach